

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Les dirigeants des pays industrialisés appuient le Fonds monétaire international, qui exige le respect des obligations contractées durant les années 1970 et 1980. On a renoncé à certaines créances. On doit d'ailleurs féliciter le gouvernement d'avoir effacé la dette de sept des pays les plus pauvres d'Afrique. Mais, dans une large mesure, les paiements doivent encore être faits. Ils ne peuvent l'être que si les pays ont un commerce équilibré et s'ils peuvent gagner des devises pour faire leurs paiements. Par conséquent, les exportations doivent être encouragées et les importations limitées, pour que l'on puisse parvenir à une balance commerciale équilibrée. Un gouvernement pourrait décider de suivre cette voie. Au temps de Nkrumah, le gouvernement avait limité les importations pour être sûr de disposer de devises pour le développement. Ce n'est plus le cas maintenant. L'argent quitte l'Afrique, l'Amérique latine ou l'Asie pour que soient respectées les obligations contractées dans les années 1970.

Sans nous attarder sur la façon dont cela s'est produit, mais pour faire face aux responsabilités du moment, nous devrions reconnaître que lorsque les pays de l'OPEC ont fait monter le prix du pétrole au début des années 1970, tout le système financier occidental s'est mis à se demander ce qu'il pourrait faire avec tout cet argent, que les pays de l'OPEC ne pouvaient ni digérer ni absorber, et qui a échoué dans les banques occidentales sous forme de dépôts. Or, les dépôts sont des passifs. Ce que l'on veut ce sont des actifs, et les actifs ce sont les prêts. Les banques, et celles du Canada ne font pas exception, se mirent donc à proposer des prêts au niveau international dans une folle course à la destruction. Maintenant, les dirigeants des pays industrialisés, les administrateurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale essaient d'empêcher la destruction qui suit une activité de ce genre.

Étant donné notre complicité et celle des dirigeants des pays industrialisés et des institutions financières, les événements des années 70 et 80, les prêts consentis qu'il est pratiquement impossible de rembourser et ceux qui ne sont pas axés sur le genre de développement susceptible de générer les bénéfices nécessaires pour payer la dette contractée, il faut envisager une intervention.

Je ne vais pas exposer en détail la situation tragique qui existe en Afrique. Le service de la dette, qui représente aujourd'hui 50 p. 100 du produit national brut, constitue une entrave de taille au développement des pays africains. Entre 1980 et 1986, le revenu par habitant a baissé de 10,8 p. 100; c'est tout le contraire du développement.

Pendant de nombreuses années, la Côte d'Ivoire a été au nombre des pays les plus remarquables de l'Afrique de l'Ouest. Elle avait tiré parti de ses relations avec la France pour obtenir des fonds des nations occidentales, surtout à des fins de développement. Dans les années 80, le revenu par habitant dans ce pays a chuté de 23 p. 100. C'est ainsi que les citoyens de ces pays doivent supporter le fardeau de la dette.

Le Canada a-t-il une responsabilité à cet égard? La réponse ne peut être qu'affirmative. Le Canada peut-il faire quelque chose pour aider à résoudre le problème? Revenons pour l'instant aux origines de l'accord de Bretton Woods. Certains députés voudront peut-être consulter le rapport de A.F.W. Plumpre sur l'organisation du système de Bretton Woods. A cette époque, le Canada avait fait sa part aux côtés des Américains et des Anglais. John Maynard Keynes était le négociateur britannique qui préconisait des accords internationaux afin de permettre à la Grande-Bretagne de survivre après la guerre et après la suppression inopinée du prêt-bail américain à la fin de la guerre en Europe. Il espérait obtenir le type d'aide nécessaire à la reconstruction, mais il échoua. Le Canada fit tout son possible à cet égard; de fait, en ce qui concerne les prêts à la Grande-Bretagne en 1946 et en 1947, le Canada a joué un rôle beaucoup plus important que les États-Unis, jusqu'au point, même, où il éprouva en 1947 des difficultés financières qui n'ont été aplanies que par l'obtention d'une part des dépenses engagées par les États-Unis dans le cadre du plan Marshall et par l'essor de l'industrie du pétrole.

Le fait est qu'en 1947, les États-Unis ont admis avoir des responsabilités à l'égard de l'Europe, ce qu'ils n'avaient pas fait au cours des négociations relatives au Fonds monétaire international en 1944 et en 1945. Les États-Unis ont reconnu que la reconstruction de l'Europe ne pouvait se faire sans le plan Marshall. On peut voir là une indication de ce qu'il y a lieu de faire. Le Canada doit reconnaître les besoins existants et exercer des pressions pour que les États-Unis modifient leurs politiques et reconnaissent, comme l'ont souligné mes collègues, que l'orientation vers le marché, la privatisation, l'imposition à un pays après l'autre des politiques économiques que j'ai condamnées, ne conduisent pas au développement, mais réduisent ces pays à la pauvreté la plus abjecte.

Des propositions ont été présentées en regard des propositions de M. Baker, secrétaire du Trésor américain, lesquelles sont très limitées et très fragmentaires. Il faut entamer les travaux en tenant compte de la vérité la plus fondamentale pour les pays industrialisés. Si l'on oblige ces pays du tiers monde à consacrer toutes leurs ressources et toutes leurs rentrées de devises étrangères au maintien de la structure bancaire occidentale, nous finirons par nous retrouver en dépression. En effet, comme l'a fait valoir le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), la baisse des exportations américaines depuis une dizaine d'années devrait nous amener à nous interroger sérieusement sur le sort de l'industrie du pays qui ne peut plus exporter.

Le premier principe consiste à reconnaître que, d'une façon ou d'une autre, nous devons alléger le fardeau imposé à ces pays par le système financier occidental, ne serait-ce que pour assurer notre propre survie et maintenir le niveau de nos exportations, tout en évitant que tous les gains de ces pays ne finissent par servir uniquement au soutien de la structure bancaire mondiale.